



APPEL DU CONGRES

L'UGFF-CGT réunie en congrès à Guidel (56) en ce mois d'octobre 2013 affirme son opposition ferme et déterminée aux attaques contre le statut des fonctionnaires (y compris quand elles se présentent comme un simple toilettage) et la dégradation de leurs conditions de travail.

Le projet de loi de finances ainsi que celui de la Sécurité sociale sont emblématiques de la politique d'austérité menée par le gouvernement qui poursuit et amplifie les attaques des gouvernements précédents. D'un côté, il multiplie les cadeaux au patronat et favorise les plus fortunés, de l'autre il frappe les plus modestes en remettant en cause la progressivité de l'impôt en augmentant la TVA et en réduisant l'accès aux soins. Les agents de l'Etat seront encore frappés avec une baisse de 1,7 milliards de la masse salariale, la suppression de dizaines de milliers d'emplois et le gel, pour la cinquième année consécutive du point d'indice (inédit dans la durée).

La MAP poursuit la RGPP. Ces mesures d'une gravité sans précédent, menacent la Fonction publique de démantèlement et ouvrent la voie à des privatisations massives. C'est dans le même sens que s'inscrit le projet d'acte III dit de décentralisation. Des missions de l'Etat seraient déléguées à la région ou à une métropole. Le projet actuellement débattu prône une nouvelle organisation autour de métropoles qui ne peut que conduire à une marginalisation de vastes zones de territoires et à la rupture de l'égalité de traitement. L'UGFF-CGT combat cette orientation et se prononce pour l'abandon de ce projet de loi et des suivants.

Nous exigeons également le retrait de la « réforme » des retraites que tente d'imposer le gouvernement. Celle-ci accentue les réformes régressives menées par les gouvernements précédents en suivant la même logique.

Ce sont les salariés par leur travail qui créent les richesses, mais tant que le patronat et les gouvernements appréhenderont le travail comme un coût, le chômage et la précarité augmenteront et le pouvoir d'achat baissera.

L'UGFF-CGT exige la mise en place d'une réforme profonde de la fiscalité avec l'objectif d'une autre répartition des richesses. Le congrès revendique une valorisation du travail, l'arrêt des suppressions et la création d'emplois statutaires, la revalorisation et l'augmentation du point d'indice avec une reconstruction de la grille des salaires sur la base d'un minimum à 1700€ brut, l'amélioration des carrières et des retraites, la réparation de la pénibilité, le maintien du code des pensions avec une retraite à 60 ans à taux plein, la titularisation de tous les personnels non titulaires exerçant sur des besoins permanents. Nous demandons de revenir sur la suppression de 16 à 20 millions de prestation d'actions sociales.

Contrairement à tout ce qu'on nous assène, le congrès affirme haut et fort qu'augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux forme un tout indissociable de la défense de la protection sociale et de nos retraites, permettant de relancer l'économie et l'emploi.

Les politiques d'austérité menées partout en Europe ne sont pas la solution mais le problème : il faut changer de cap dans chaque pays !

Pour cela, le congrès de l'UGFF-CGT appelle tous les personnels travaillant dans la Fonction Publique à construire le rapport de force nécessaire pour gagner sur nos revendications. Il met immédiatement en débat auprès des salariés dans les services, les directions, les administrations, les établissements publics la mise en œuvre d'un processus de mobilisation du plus haut niveau possible inscrit dans la durée.

Une première étape doit trouver à se concrétiser dans les prochaines semaines.